

Francis WASSMER
Christian BERTHOLD
Denis BERTHOLD
Annabel CORDELLIER
Xavier COURTEAUX
Sébastien GUY
Céline LEININGER
Frédéric LINDENMANN
Muriel MULLER
Mélodie SCHERER
Christophe SPRAUEL
Frédéric WAGNER
Christian CHARPILLOZ
Marina COSTANTINO

Olivier DEL ROSSO
Eric ESTREICH-BOUSSER
Arnaud GUTHERTZ
Daniel KAISER
Olivier LOBSTEIN
Stéphane LOGEL
Christophe NITSCHÉ
Renaud PFLIEGER
Marion RUHLMANN
Julien SCHAEGIS
Franck-Olivier THEOBALD
Hervé WENTZINGER
Lucille YVARS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31.12.2022

**INSTITUT SAINT JOSEPH
BELLEMAGNY - LUTTERBACH**
62 rue Aristide Briand
68460 LUTTERBACH

* * *

FIBA SAS - SIEGE SOCIAL

7 avenue de l'Europe - Espace Européen de l'Entreprise - 67300 SCHILTIGHEIM
ADRESSE POSTALE : CS 60034 - 67013 STRASBOURG CEDEX
Tél. 03 88 18 59 59 - Fax 03 88 18 83 81 - E MAIL : strasbourg@groupe-fiba.fr
RCS Strasbourg 698 501 442 00090

Société par Actions Simplifiée au capital de 612 500 € - NAF 6920 Z - N° TVA Intr. : FR 49 698501442 - Lieu de juridiction : Strasbourg
Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes - Inscrite au Tableau Régional de l'Ordre - Membre de la Cie Régionale de Colmar
BECM : IBAN : FR76 1189 9001 0000 0375 2614 546 - BIC : CMCIFR2A

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31.12.2022

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Institut Saint Joseph de Bellemagny - Lutterbach relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de Déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons revu le processus mis en place par la direction notamment sur les points suivants :

- ✓ Concernant les immobilisations, nous avons procédé à l'appréciation de leur durée d'amortissement ;
- ✓ Concernant les dotations et produits de tarifications, et les subventions d'exploitation, reçus de la part des financeurs, nous avons vérifié leur cadre conventionnel ainsi que leur correcte comptabilisation.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.
- Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

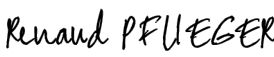
S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Colmar, le 12 avril 2023

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

FIBA SAS

DocuSigned by:

1617EF3BBE89455...

Renaud PFLIEGER

Membre de la Compagnie Régionale de Colmar

Bilan - Actif arrêté au 31/12/2022 (toutes écritures)

Libellé	Brut	Amortist	Net	Net A-1
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	50 054,50	50 054,50		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immos incorpor				
Immobilisations Corporelles				
Terrains	536 996,45	254 083,75	282 912,70	303 614,03
Constructions	9 560 465,97	4 742 593,65	4 817 872,32	5 156 881,56
Installations techniques, matériel et outilla	2 343 917,37	1 340 934,25	1 002 983,12	1 089 552,25
Autres immobilisations corporelles	978 557,24	743 376,97	235 180,27	287 941,46
Immobilisations corporelles en cours	191 078,94		191 078,94	3 309,60
Avances et acomptes sur immos corporell				
Immobilisations Financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	89 421,66		89 421,66	78 404,66
Autres immobilisations financières	1 025,00		1 025,00	1 025,00
Total (I)	13 751 517,13	7 131 043,12	6 620 474,01	6 920 728,56
Comptes Liaisons				
Comptes Liaisons Investissement				
Comptes Liaisons Fonctionnement				
Total (II)				
Actif Circulant				
Stocks et en cours				
Matières premières, approvisionnements				
Autres approvisionnements				
En cours de production de biens et servic				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur comm				31 854,76
Créances				
Créances redevables et comptes rattaché	132 828,65		132 828,65	119 584,21
Autres créances	291 186,08		291 186,08	338 507,99
Valeurs mobilières de placement	557 187,00		557 187,00	556 623,00
Disponibilités	454 107,21		454 107,21	756 208,22
Charges constatées d'avance	12 460,18		12 460,18	2 749,00
Total (III)	1 447 769,12		1 447 769,12	1 805 527,18
Charges à répartir sur plusieurs exerci				
Total (IV)				
Primes de remboursement des obligati				
Total (V)				
Ecart de conversion (actif)				
Total (VI)				
Total Actif	15 199 286,25	7 131 043,12	8 068 243,13	8 726 255,74

Bilan - Passif arrêté au 31/12/2022 (toutes écritures)

	Libellé		Net	Net A-1
	Fonds Propres			
	Fonds associatifs sans droit de reprise		967 697,64	967 697,64
	Ecarts réévaluation sur biens sans droit de repr.			
	Fonds associatifs avec droit de reprise			
	Dons et legs			
	Subventions d'investissement			
	Ecarts réévaluation sur bien avec droit repr			
	Réserves			
	Excédents affectés à l'investissement			
	Réserve de compensation			
	Réserve de trésorerie		654 373,56	648 848,15
	Autres réserves			
	Report à nouveau		-312 132,38	-211 076,73
	RESULTAT DE L'EXERCICE		-111 594,83	-95 530,24
	Subventions d'investissement (renouvelables)		192 925,63	231 543,31
	Provisions réglementées			
	Provision pour réserve de trésorerie			
	Réserves des plus-values nettes d'actif			76 527,16
	Autres provisions réglementées			413 015,36
	Comptes de liaison			
	Total (I)		1 391 269,62	2 031 024,65
	Provisions pour risques et charges			
	Fonds dédiés			
	Total (III)			
	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts et dettes auprès des établissts de crédit		5 402 765,25	5 776 226,08
	Emprunts et dettes financières divers		415 487,12	11 108,68
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
	Redevables créditeurs			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		136 527,89	195 506,52
	Dettes fiscales et sociales		512 755,17	503 780,01
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		916,80	19 137,90
	Autres dettes		155 635,89	142 043,47
	Produits constatés d'avance		52 885,39	47 428,43
	Total (IV)		6 676 973,51	6 695 231,09
	Ecarts de conversion (passif)			
	Total (V)			
	Total Passif		8 068 243,13	8 726 255,74

Compte de Résultat - Charges arrêté au 31/12/2022 (toutes écritures)

Libellé	Net	Net A-1
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stock de marchandises		
Achats de matières premières et fournitures		
Variation de stock matières premières et approvisi		
Achats d'autres approvisionnements		
Variation de stock autres approvisionnements		
Achats non stockés de matières et fournitures	235 966,33	277 732,76
Services extérieurs et autres	836 656,60	756 547,00
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémun.	312 241,94	279 484,14
Impôts, taxes et versements assimilés autres	18 037,00	23 991,86
Salaires et traitements	2 508 387,65	2 324 741,45
Charges sociales	830 979,24	710 331,08
Dotation aux amortissements sur immobilisations	519 391,15	513 440,54
Dotation aux amortissements sur charges à répartir		
Dotation provisions sur immobilisations		
Dotation provisions sur actif circulant		
Dotation provisions pour risques et charges		
Autres charges	524,68	573,51
Total (I)	5 262 184,59	4 886 842,34
Charges financières		
Dotation aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	111 598,92	68 897,13
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières		
Total (II)	111 598,92	68 897,13
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Exercice courant	14 087,26	16 310,00
Exercices antérieurs		
Sur opérations en capital		
Dotation aux provisions : réserve de trésorerie		
Dotation aux provisions : réserve des plus-values		1 126,10
Engagements à réaliser sur ressources affectées		
Impôts sur les sociétés	116,87	172,15
Total (III)	14 204,13	17 608,25
Total Charges	5 387 987,64	4 973 347,72

Compte de Résultat - Produits arrêté au 31/12/2022 (toutes écritures)

	Libellé		Net	Net A-1
	Produits d'exploitation			
	Ventes de marchandises			
	Production vendue prestations de services			
	Production vendue divers			
	Production stockée ou déstockage de production			
	Production immobilisée			
	Dotations et produits de tarifications		5 094 470,13	4 780 063,48
	Subvention d'exploitation et participations		5 566,64	18 038,49
	Reprise sur provisions et amortissements			5 692,38
	Transfert de charges		32 980,84	10 890,28
	Autres produits		1 278,24	2 332,72
	Total (I)		5 134 295,85	4 817 017,35
	Produits financiers			
	De participations et des immobilisations financier		452,12	797,34
	Revenus des valeurs mobilières de placement			
	Reprises sur provisions			
	Transferts de charges			
	Différences positives de change			
	Produits nets s/cession de valeur mobilière plac		564,00	500,90
	Total (II)		1 016,12	1 298,24
	Produits exceptionnels			
	Sur opérations de gestion		538,48	52,00
	Exercices antérieurs			
	Sur opérations en capital		42 866,48	38 124,04
	Reprise sur provision réglem : réserve trésorerie		38 795,01	21 325,85
	Reprise sur provision réglem : réserve plus-values		58 880,87	
	Reprises sur autres provisions			
	Report des ressources non utilisées			
	Transfert de charges			
	Total (III)		141 080,84	59 501,89
	Résultat débiteur = Déficit		111 594,83	95 530,24
	Total (IV)		111 594,83	95 530,24
	Total Produits		5 387 987,64	4 973 347,72

ANNEXE

au Bilan du 31/12/2022
et au Compte de résultat du 01/01/2022 au 31/12/2022

I. DESCRIPTION DE L'ASSOCIATION ET EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

ASSOCIATION INSTITUT SAINT JOSEPH DE BELLEMAGNY-LUTTERBACH :

L'Institut Saint Joseph est une association à but non lucratif de droit local d'Alsace-Moselle. Elle est inscrite au tribunal d'instance de Mulhouse sous le N° Volume 77, Folio 83. Son siège social est au 62 rue Aristide Briand 68460 LUTTERBACH. Le but de l'association est de : « a) créer et gérer des établissements spécialisés pour les personnes handicapées et inadaptées atteintes de déficiences intellectuelle et physique, ainsi que de troubles associés exigeant le recours à des techniques particulières.

b) Développer et propager des œuvres de bienfaisance ayant un rapport direct ou indirect avec le but principal figurant sous a) »

L'Institut Saint Joseph gère un Foyer d'Accueil Spécialisé de 98 places et un Foyer d'Accueil Spécialisé pour Personnes Handicapées Vieillissantes de 16 places.

L'association est dirigée par un Conseil d'Administration de 9 bénévoles élus par l'assemblée générale du 29 avril 2021. Le président de l'association est M. Joseph STAMPFLER élu par le Conseil d'Administration réunit à la même date.

EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE 2022 :

- La Pandémie Covid19 perturbe de moins en moins le fonctionnement de notre établissement, cependant de nombreux arrêts de travail et isolements du personnel sont à déplorer.
- Embauche de nombreux CDD pour remplacer le personnel absent (432 K€ chargés, soit 22,5% d'augmentation par rapport à 2021) ;
- Des interventions de personnels intérimaires en complément des CDD : coût 37K€.
- Quatre départs à la retraite et deux licenciements pour inaptitude ont eu lieu en 2022 (64K€ chargés) ;
- Réalisation des travaux de création du parking du personnel pour un coût de 186K€, travaux qui se terminent en 2023 pour un montant total estimé à 230K€.
- Assistance du CSE par un expert pour l'analyse du rapport sur la politique sociale, les conditions de travail et l'emploi dans l'établissement (10 K€).
- Paiement en année pleine de l'indemnité Laforcade et Ségur 2 : 222K€ chargés.
- Paiement de 6 mois de rappel de la valeur du point à 3,93 et des coefficients minimums à 403/413 (52 K€ chargés).
- Ce rappel de 52K€ ne sera sans doute pas pris en charge par la CEA.

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

A – Changement de méthode comptable :

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable en 2022.

B - Méthodes comptables :

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-03 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément aux règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes, par rubriques significatives :

Immobilisations incorporelles et corporelles

L'association a mis en œuvre la comptabilisation des immobilisations par composants. Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition qui comprend les frais accessoires.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire. Le début de l'amortissement est compté à partir de la date de facturation de l'immobilisation et sur la durée de vie prévue soit :

- Logiciels et matériel informatique :	3 ans
- Matériels divers :	5 ans
- Aménagements intérieurs :	10, 15 ou 20 ans
- Installations techniques	20 ans
- Façades, Toitures, Métallerie	30 ans
- Aménagements extérieurs	30 ans
- Gros œuvre, Terrassement, Prest. Intellect.	47 ans

Disponibilités

Les chèques émis par l'association sont comptabilisés à leur date d'émission. La concordance par rapport à l'extrait se fait par un état de rapprochement.

Immobilisations financières

La participation à l'effort de construction est comptabilisée sous forme de prêt sur 20 ans.

Provisions pour risques

Les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, l'association a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou implicite. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Les litiges pour lesquels l'association considère qu'il n'y aura pas de sortie d'argent probable sont considérés comme des passifs éventuels et font l'objet, le cas échéant, d'une note complémentaire dans l'annexe.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Fonds gérés pour le compte des résidents

Afin de se conformer aux prescriptions du plan comptable des établissements sociaux et médico-sociaux, les créances et dettes existantes au 31 décembre relatives à la gestion de l'argent de vie des résidents sont intégrées au bilan de l'association dans les postes suivants :

Actif :

Disponibilités : 100 943 €

Passif :

Autres dettes : 100 943 €

Cet argent n'appartient pas à l'association et à ce titre n'a généré aucune incidence sur le résultat de la période écoulée.

III. NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentation	Poste à poste	Diminution	Clôture
Immo Incorporelles	50 054 €	0 €	0 €	0 €	50 054 €
Immo Corporelles	13 433 156 €	20 350 €	0 €	33 569 €	13 419 937 €
Immo en cours	3 310 €	187 769 €	0 €	0 €	191 079 €
TOTAL	13 486 520 €	208 119 €	0 €	33 569 €	13 661 070 €

Amortissements

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Immo Incorporelles	50 054 €	0 €	0 €	50 054 €
Immo Corporelles	6 595 166 €	519 392 €	33 569 €	7 080 989 €
TOTAL	6 645 220 €	519 392 €	33 569 €	7 131 043 €

Immobilisations financières

➤ Prêts	89 422 €
↳ Prêt 1% Construction sur 20 ans	89 422 €
➤ Cautions	1 025 €
↳ Cautions station-service et bouteille gaz	1 025 €

Fournisseurs débiteurs

Avances et acomptes versés : 0 €

Créances

➤ Résidents : reversement des ressources : 91 823 €

➤ **Départements : prix de journée total : 41 006 €**

Département	- 1 an	+ 1 an
Cher	3 997 €	
Haute-Garonne	8 179 €	
Haut-Rhin Etat	24 673 €	
Vosges	4 157 €	

➤ **Autres Créances à - 1an 291 186 €**

Personnel avance et acompte	585 €
Ind. Journalières CPAM à reverser	7 121 €
Ind. Journalières Prévoyance à reverser	367 €
Prix de journée à recevoir	1 903 €
UNIFAF – Plan de formation	20 402 €
Divers à recevoir	11 438 €
Prêt Congrégation Sœurs Bénédictines	249 370 €

Actif circulant

➤ **Charges constatées d'avance 12 460 €**
- ACM Assurance Institut 12 460 €

IV. NOTES SUR LE BILAN PASSIF

➤ **Tableau de variation des fonds associatifs**

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Fonds associatifs sans droit de reprise	967 698 €	0 €	0 €	967 698 €
Excédents affectés à l'investissement	546 965 €	0 €	0 €	546 965 €
Réserve de Compensation	-5 525 €	5 525 €	0 €	0 €
Réserve de trésorerie	66 780 €	0 €	0 €	66 780 €
Excédent affecté en réserve de compensation des charges d'amortissement	40 628 €	0 €	0 €	40 628 €
Report à nouveau	-211 077 €	0 €	101 055 €	-312 132 €
Résultat de l'exercice	- 95 530 €	95 530 €	111 595 €	- 111 595 €
Subventions d'investissement	231 543 €	0 €	38 617 €	192 926 €
Réserve des plus-values nettes d'actif	76 527 €	0 €	76 527 €	0 €
Autres provisions réglementées	413 015 €	0 €	413 015 €	0 €
TOTAL	2 031 024 €	101 055 €	740 809 €	1 391 270 €

➤ **Passifs éventuels 0 €**

Dettes :

➤ Emprunts : situation au 31/12/2022

N° prêt CDC	Date	Organisme	Montant	Remboursé au 31/12/2022	Reste à rembourser
0937474	12/04/2001	C.D.C.	2 659 417 €	2 216 652 €	442 765 €
5089440	28/10/2016	C.D.C.	6 200 000 €	1 240 000 €	4 960 000 €
TOTAL			8 859 417 €	3 456 652 €	5 402 765 €

Etat des remboursements à venir

N° prêt CDC	Reste à rembourser	à – 1 an	de 1 à 5 ans	à + 5 ans
0937474	442 765 €	120 845 €	321 920 €	0 €
5089440	4 960 000 €	248 000 €	992 000 €	3 720 000 €
TOTAL	5 402 765 €	368 845 €	1 313 920 €	3 720 000 €

Intérêts courus non échus au 31/12/2022 : 23 620 €

➤ Avance de trésorerie de la CEA : situation au 31/12/2022

N° prêt	Date	Organisme	Montant	Remboursé au 31/12/2022	Reste à rembourser
	01/07/2014	C.E.A.	500 000 €	108 133 €	391 867 €
TOTAL			500 000 €	108 133 €	391 867 €

Etat des remboursements à venir

N° prêt	Reste à rembourser	à – 1 an	de 1 à 5 ans	à + 5 ans
	391 867 €	21 149 €	84 381 €	286 337 €
TOTAL	391 867 €	21 149 €	84 381 €	286 337 €

➤ Autres dettes : 857 804 €

704 893 € seront payées à moins d'un an dont :

- Fournisseurs et factures non parvenues :	136 528 €
- Dettes sociales et fiscales	512 755 €
- Fournisseurs d'immos	917 €
- Charges à payer	54 693 €

V. RESSOURCES DE L'ASSOCIATION INSTITUT SAINT JOSEPH

Prix de journée

Le Prix de Journée, établi à partir d'un budget prévisionnel, couvre l'ensemble des charges de l'exercice y compris les dotations aux amortissements.

2022 : La dotation nette globalisée de 3 902 059 € allouée par la Collectivité Européenne d'Alsace est payée par douzième chaque mois. Les résidents reversent une partie de leurs ressources à la CEA, ce qui vient compléter cette dotation de 954 000 €.

Le Prix de journée FAS et FASPHV fixé par la CEA pour les autres départements est de 116,05€ pour les sept premiers mois de l'année et 134,09€ à partir du premier août 2022. Le prix de journée réduit est obtenu en soustrayant le forfait journalier hospitalier de 20€.

La nouvelle convention de dotation globale signée en juillet 2020 avec le Conseil Départemental du Haut-Rhin nous impose d'ajuster les recettes des participations des résidents et les recettes Prix de journée des autres départements aux budgets autorisés pour ces deux postes. Si les recettes de l'année sont supérieures aux budgets autorisés l'excédent doit être comptabilisé en 487 Produits Constatés d'Avance, en revanche, si les recettes sont inférieures aux budgets autorisés, la différence doit être comptabilisé en 4487 Produits à Recevoir. En l'occurrence pour l'année 2022, 49 K€ sont comptabilisés en produits constatés d'avance sur les participations des résidents et 1 K€ est comptabilisé en produits à recevoir sur le prix de journées des autres départements.

VI. ENGAGEMENTS HORS BILAN

➤ Engagement de crédit-bail mobilier :

↳ Photocopieur IMC 3000 de la marque RICOH : début de contrat le 01/04/2019 avec réintégration du solde du contrat précédent.

Crédit-bail	Contrat initial	Loyers payés au 31/12/2022	Encours des loyers restants
LIXXBAIL	15 600 €	11 700 €	3 900 €

Crédit-bail	Encours des loyers restants	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
LIXXBAIL	3 900 €	3 120 €	780 €	0 €

➤ Engagement d'Indemnités de Départ à la Retraite :

La méthode d'estimation des indemnités de départ en retraite à la date de clôture consiste à prendre en compte l'ancienneté prévisible à 65 ans pour appliquer le barème conventionnel d'indemnisation. Le montant ainsi obtenu est proratisé en fonction de l'ancienneté à la date de clôture.

Les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de départ à la retraite sont les suivantes :

- Age de départ : 65 ans
- Indemnités : calculées suivant la convention collective du 15 mars 1966
- Taux de rotation du personnel : faible
- Initiative du départ : employé
- Taux de progression des salaires : 1 %
- Taux d'actualisation : 3.77%

Pour des raisons de clarté, ces chiffres sont présentés dans un tableau par tranche d'âge et plus particulièrement la tranche des 57 ans et plus :

Population	Indemnités brutes calculées	Charges sociales sur IDR (33,51%)	Charges fiscales sur IDR (12,65 %)	Total
20 à 35 ans	3 922,44	1 314,41	496,19	5 733,04
36 à 50 ans	43 455,57	14 561,96	5 497,13	63 514,67
Plus de 50 ans	150 553,23	50 450,39	19 044,98	220 048,60
<i>Dont 57 ans et plus</i>	<i>75 123,71</i>	<i>25 173,95</i>	<i>9 503,15</i>	<i>109 800,81</i>
Ensemble du personnel	197 931,24	66 326,76	25 038,30	289 296,30

➤ **Engagements reçus :**

RETENUES DE GARANTIE :

L'Institut Saint Joseph, pour chacun des marchés, retient 5% du montant global au titre de la retenue de garantie. Il n'y a plus de retenue de garantie en compte.

GARANTIES D'EMPRUNTS :

Le Conseil Départemental du Haut-Rhin a accordé en 2001 à l'Institut Saint Joseph de Bellemagny-Lutterbach une garantie de prêt d'un montant de 2 553 521 € sur 25 ans. Au 31/12/2022, il reste une garantie de 442 765 € sur 3 ans et demi. L'Institut a accepté en contre garantie au profit du Département une promesse d'hypothèque avec pré notation sur les biens en construction : Bâtiment St François.

Le Conseil Départemental du Haut-Rhin a accordé à l'Institut Saint Joseph de Bellemagny-Lutterbach en sa séance du 18 décembre 2015 une garantie de prêt d'un montant de 6 200 000€ sur 25 ans. Au 31/12/2022, il reste une garantie de 4 960 000 € sur 20 ans. L'Institut a accepté en contre garantie au profit du département une promesse d'hypothèque avec pré notation sur les biens en construction : Bâtiment St Vincent.

VII. AUTRES INFORMATIONS :

➤ **Rémunération des dirigeants :**

Les membres du bureau du conseil d'administration qui ont des responsabilités dans la conduite de l'Institut sont tous bénévoles (cf statuts). La directrice et le directeur adjoint, salariés de l'Institut, sont rétribués par application de la convention collective nationale de travail des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966.

➤ **Contributions Volontaires :**

L'Institut Saint Joseph fait appel à deux bénévoles pour encadrer : une séance de catéchèse à raison de 1,5 heures par semaine et du modélisme à raison de 2 heures par quinzaine. Sur l'année 2022, en raison de la pandémie de Covid19 ces heures ont été réduites à 113h valorisées au taux horaire du SMIC (11,07€) augmenté des charges patronales (46,16%), soit un montant total chargé de 1 828 €.

➤ **Honoraires et frais des commissaires aux comptes : 8 934 € TTC.**

➤ **Effectifs :**

Personnes physiques	Au 31/12/2021	Au 31/12/2022
Cadres	8	6
Non-cadres	73	73
Totaux CDI	81	79
CDD	12	11

ETP	Au 31/12/2021	Au 31/12/2022
Cadres	5,47	5,25
Non-cadres	72,43	72,50
Totaux CDI	77,90	77,75
CDD	12	11